



« LA VOIX DES LAITIERS – n°16 – Juin 2024 »

Défendons ensemble une rémunération équitable pour une agriculture durable !

Le dimanche 9 juin 2024, les citoyens belges voteront pour les élections régionales, fédérales et européennes. Voici un récapitulatif des positions défendues par le MIG et des (pro)positions des principaux partis politiques wallons sur quatre thèmes que le MIG considère comme clés en agriculture : le prix équitable, les produits importés, l'accès à la terre et les questions environnementales.

1) Comment chaque parti politique propose-t-il de garantir l'équité des prix et de soutenir l'économie agricole ?

Le MIG demande la mise en œuvre de mesures concrètes pour défendre un prix du lait équitable, notamment en remettant en place des filets de sécurité en cas de crise (prix trop bas), tel que le programme de responsabilité de marché (PRM) développé par le MIG et l'EMB au niveau européen.



Le Parti socialiste s'engage à garantir **une activité agricole rémunératrice et protectrice** pour les agriculteurs, en **luttant contre la concurrence déloyale** et d'assurer une **distribution équitable** des aides de la politique agricole commune (PAC). Il propose de renforcer les interventions de marché pour garantir des **rémunérations justes et stables**, et d'instaurer une loi sur la **protection des prix agricoles** pour protéger contre les fluctuations du marché. Le PS souhaite également mieux cibler les **bénéficiaires des aides de la PAC**. En instaurant un **bouclier tarifaire** sur des produits alimentaires de base, le PS vise à **protéger les agriculteurs locaux** contre la concurrence déloyale des importations.



Le MR soutient la nécessité pour les agriculteurs de réaliser une **activité économique rentable** avec un **revenu convenable**. Pour atteindre cet objectif, le parti propose une redéfinition claire des attentes envers l'agriculture, via la Politique agricole commune (PAC), les investissements et le travail. Le parti prône davantage de **transparence dans la fixation des prix**, ainsi que le renforcement des mécanismes pour **garantir un prix équitable** pour les agriculteurs.



Le parti "Les Engagés" place au cœur de son engagement la garantie d'une **rémunération juste** et équitable pour les agricultrices et agriculteurs, visant ainsi à établir un modèle économique agricole **plus équitable**. Concrètement, cela se traduit une **répartition équitable du prix et des marges** des produits agricoles et alimentaires entre les différents acteurs de la filière agroalimentaire, politique que les Engagés s'engagent à mettre en place.



ECOLO propose de mieux **contrôler les marges** dans la chaîne alimentaire en élargissant les missions de l'Observatoire des prix. Le parti vise à assurer la **transparence** dans la chaîne alimentaire et à éviter les abus pratiqués par certains intermédiaires. ECOLO souhaite prendre en compte les coûts environnementaux et climatiques des aliments et des pratiques agricoles tout en **protégeant la rémunération** des producteurs. Pour renforcer l'accessibilité à une alimentation de qualité pour tous, le parti propose de **supprimer la TVA sur les produits biologiques locaux**.



Le PTB propose plusieurs mesures pour garantir un **prix équitable** aux producteurs agricoles. Il préconise des **prix planchers** obligatoires au niveau européen et la **limitation des marges des distributeurs** pour éviter une hausse des prix pour les consommateurs. Le parti veut **taxer les surprofits de l'agrobusiness** pour soutenir une agriculture plus durable. Le PTB souhaite **renforcer l'Observatoire des prix** pour mieux suivre les marges bénéficiaires. Le parti encourage l'agroécologie pour **réduire la dépendance aux monopoles agro-industriels** et **soutient la commercialisation en circuit court** pour renforcer les liens entre la population et le monde agricole.



DéFI se positionne en faveur de la **révision de la Politique Agricole Commune (PAC)**, en particulier en ce qui concerne l'Organisation Commune des Marchés (OCM), dans le but de promouvoir une politique de **régulation des marchés** qui assure un **prix rémunérateur** aux producteurs.

2) Quelles mesures les partis politiques envisagent-ils pour gérer les importations visant les produits alimentaires ?

Le MIG demande que seules importations de produits qui répondent aux mêmes exigences économiques, sociales et environnementales que ceux produits en UE soient acceptées, et que l'agriculture ne serve pas de monnaie d'échange avec d'autres secteurs pour établir des traités de libre-échange.



Le Parti socialiste exprime le souhait d'inclure dans les accords commerciaux actuellement en cours de négociation **une exception agricole** concernant la **concurrence déloyale** imposée aux producteurs européens, par le billet **d'importations respectant les mêmes normes** que les produits européens. En insistant sur cette exception agricole, le PS cherche à **protéger** les intérêts des agriculteurs européens et assurer une **concurrence plus équitable** sur le marché européen.



Le MR soutient la négociation de traités internationaux pour **réduire les barrières douanières**, tout en maintenant une économie belge libre et ouverte. Cependant, ils insistent sur la **protection** des secteurs stratégiques comme l'agriculture. Les accords doivent respecter les normes sanitaires, environnementales et sociales belges pour garantir une **concurrence loyale et la santé publique**. Le MR plaide pour l'inclusion de **clauses-miroirs** dans les accords de libre-échange. Si la traçabilité et la provenance des produits ne peuvent être contrôlées efficacement, le MR propose d'exclure l'agriculture de ces accords.



Les Engagés soulignent l'importance des **clauses miroirs** dans les accords commerciaux pour garantir que les produits importés **respectent les mêmes normes** que les produits locaux. Le parti souhaite que les produits agricoles **importés soient sans résidus de pesticides** pour protéger la **santé des consommateurs** et éviter la **concurrence déloyale**. Ils insistent sur la nécessité d'assurer une concurrence loyale et équitable entre l'UE et ses partenaires commerciaux externes.



ECOLO s'**oppose à l'importation** de bœuf aux hormones, d'OGM et de produits issus de mauvaises conditions de travail. Le parti **combat les traités** comme le **Mercosur** qui ne respectent pas les normes sociales et environnementales, ainsi que les mécanismes limitant la souveraineté des États. ECOLO prône le **renforcement des contrôles** de l'UE et la **priorité aux produits locaux et durables** dans les commandes publiques. Il plaide pour une exception alimentaire au sein de l'UE pour **privilégier les produits locaux** et sécuriser les besoins alimentaires.



Le PTB propose de **réguler le marché** des produits agricoles selon la demande interne et de **réintroduire des quotas** pour le lait, les œufs, la viande et la volaille pour garantir un **revenu équitable** aux producteurs. Il soutient l'exception agricole et alimentaire dans tous les traités internationaux, **exigeant le respect des normes belges** et européennes. Le PTB prône la souveraineté alimentaire, encourageant chaque région à satisfaire ses besoins, et souhaite une politique agricole commune **opposée aux accords de libre-échange** favorisant l'importation de produits ne respectant pas ces normes.



DéFI plaide pour une **stricte régulation** des produits importés, en assurant qu'ils respectent les **mêmes normes que les produits belges**. Ils insistent sur l'importance de protéger les producteurs locaux contre la **concurrence déloyale**.

3) Quels engagements les partis politiques prennent-ils pour faciliter l'accès à la terre pour les agriculteurs, notamment en termes de transmission des fermes et d'installation des jeunes ?

Le MIG demande que l'accès à la terre agricole reste en priorité donné aux vrais exploitants agricoles à des fins productives, et d'éviter des dérives comme la reprise de terres par des industries pour compenser leurs émissions de carbone. Le MIG demande également que soient mis en place des mécanismes qui favorisent les associations de jeunes agriculteurs.



Le PS prévoit de **réguler le marché des terres** agricoles et de **lutter contre les pratiques spéculatives**, en favorisant une **politique foncière juste et équitable**. Il **facilite la transmission** des fermes et l'installation des jeunes, permettant ainsi aux jeunes agriculteurs d'exploiter des terres agricoles pendant plusieurs années afin de développer leurs activités et de se constituer un capital avant d'acquérir le terrain à une échéance et à un prix fixés à l'avance.



Le MR souhaite **améliorer l'accès à la terre** pour les agriculteurs actifs en professionnalisant le métier et en facilitant la transmission des exploitations. Le parti propose de mieux informer et former les agriculteurs. Le MR vise à préciser la qualification d'agriculteur actif pour cibler les aides aux exploitants réellement nécessaires et à renforcer la législation pour exclure les non-exploitants ou les sociétés de gestion. Enfin, le parti souhaite **encourager des formes innovantes** de gestion agricole, telles que les **groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)**.



Les Engagés souhaitent **faciliter l'accès à la terre** et l'installation d'agriculteurs en renforçant l'**accompagnement économique** et fiscal des nouveaux agriculteurs, activant la **création de la Banque foncière agricole** ainsi que mobiliser les terres publiques en les orientant les jeunes agriculteurs et créer un **Fonds de soutien à l'achat de terres**.



ECOLO considère **l'accès à la terre essentiel** pour le renouvellement des générations agricoles et propose des mesures pour le faciliter. Le parti souhaite **protéger les terres agricoles** de l'artificialisation, **réguler le prix du foncier** pour limiter la spéculation, et **instaurer un contrôle des ventes foncières** avec priorité d'achat et **prix plafond** pour les agriculteurs. Ecolo propose de **créer une cellule de mise en réseau** des repreneurs et des cédants, intégrée au système de conseil agricole, pour **faciliter la transmission des fermes**. Le parti prône le **maintien des terres agricoles publiques** pour des projets durables et la **protection des terres cultivées "de fait"**. La réforme des baux à ferme sera adaptée pour encourager la location de terres sur le long terme.



Le PTB propose de **renforcer les aides à l'installation** pour les jeunes agriculteurs via une **banque publique d'investissement**, qui soutiendra également la transition vers l'agriculture agroécologique. Le parti souhaite **réduire le prix du foncier** et **protéger les terres agricoles** de l'urbanisation, **interdisant leur vente aux spéculateurs**. Seuls les véritables agriculteurs ou opérateurs publics pourront acheter et gérer ces terres. Le PTB prévoit également une réforme de la législation sur le fermage pour renforcer les droits d'usage des agriculteurs.



DéFI met en avant la nécessité de **faciliter l'accès à la terre** en région bruxelloise et wallonne pour les agriculteurs **porteurs de projets agro-écologiques**. Dans cette optique, le parti propose des mesures visant à réguler et **stabiliser le prix du marché** acquisitif et locatif des terres agricoles en Région wallonne. Ces mesures ciblées sont conçues pour garantir un **accès équitable aux terres agricoles**, favorisant ainsi le développement de pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement.

4) Comment chaque parti politique compte-t-il soutenir l'agriculture tout en faisant face au changement climatique et en favorisant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement ?

Le MIG est favorable à la construction de réponses rapides et pragmatiques aux questions climatiques et environnementales, Le MIG demande que la mise en œuvre des régulations soit faite de manière concertée, et toujours couplée à des solutions alternatives / de transition qui permettent la continuité des exploitations agricoles familiales.



Le PS soutient une **agriculture écologique et durable**, visant à protéger la santé des agriculteurs, des citoyens et des écosystèmes. Il propose une **exception agricole dans les accords commerciaux** pour **lutter contre le changement climatique** et la **concurrence déloyale**. Le PS soutient un programme européen pour **supprimer les pesticides** les plus dangereux d'ici 2030, ou à défaut, adopter une directive européenne pour les taxer.



Le MR prône une **agriculture durable** intégrant les dimensions économique, sociale et environnementale. Le parti préconise la recherche et l'innovation pour trouver des **alternatives aux produits néfastes**, **améliorer la fertilité des sols** et **réduire les émissions de gaz à effet de serre**. Le MR vise la neutralité carbone en encourageant les actions du secteur privé et public, et souligne l'importance de prévenir les événements climatiques extrêmes par des **pratiques agricoles adaptées** et **l'augmentation de la biodiversité des sols**.



Les Engagés placent au cœur de leur programme la volonté de **renforcer le respect mutuel** et les **liens entre l'agriculture et la société**. Ils s'engagent à **concilier l'agriculture et l'environnement** en développant une **agriculture durable et nourricière**. Dans cette perspective, leur objectif ambitieux est que d'ici 2040, au plus tard, la production belge soit idéalement **labellisée 100 % sans produits phytosanitaires** de synthèse nocifs pour l'environnement et la santé, et **respectueuse de la conservation des sols**.



ECOLO soutient une **agriculture durable** pour **protéger l'environnement et la santé des agriculteurs et consommateurs**. Le parti propose d'investir dans la **recherche en agriculture biologique**, de **financer des groupements d'agriculteurs**, et d'augmenter les **financements des éco-régimes et des Maec**. ECOLO veut **séparer les métiers de conseillers agronomes et de vendeurs de produits phytosanitaires**, et estime que l'agriculture doit contribuer à 6% des objectifs climatiques. Le parti propose une PAC **valorisant les pratiques durables**, la **restauration de la biodiversité**, **l'élevage extensif**, et la **réduction des productions polluantes**. Enfin, ECOLO encourage la relocalisation alimentaire pour **réduire les importations** à forte empreinte carbone.



Le PTB soutient la **transition vers une agriculture agroécologique** notamment par la création d'une **banque publique d'investissement**. Le parti se distingue par son engagement pour une **réforme profonde de la PAC** en faveur des petites exploitations, de l'agroécologie et d'une transition durable. Le PTB a voté contre la nouvelle PAC 2023-2027, critiquant la concentration des aides sur les grandes exploitations au détriment des petites, en proposant de réorienter la PAC pour **soutenir l'agriculture locale**, à taille humaine et respectueuse de l'environnement, en **plafonnant les aides** selon la superficie, en **augmentant les budgets** pour les éco-régimes et l'aide aux jeunes agriculteurs, et en **introduisant un système forfaitaire** pour les très petites exploitations.



DéFI propose d'**instaurer une taxe écologique** sur les **produits importés**, en utilisant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, qui inclurait également les produits agricoles. Cette mesure vise à **encourager la production et la consommation de produits locaux**, tout en réduisant l'empreinte carbone associée aux importations. En parallèle, DéFI souhaite tendre vers **l'autosuffisance alimentaire** en valorisant chaque avancée technologique permettant de réduire l'empreinte carbone de l'agriculture.